CHAPITRE II

DIMINUTION DE LA PRODUCTION DE L'ARGENT

MM. de Rothschild et de Sainctelette ont demandé devant la Commission d'Examen : « N'y a-t-il pas un moyen d'arriver à la limitation de la production de l'argent, autrement que par la création d'un syndicat, par exemple au moyen d'une taxe légale, d'une imposition sur le métal ou sur la production du métal ? » La réponse que je fis à cette occasion se trouve résumée dans le rapport de la Commission d'Examen, dans ces termes : « Au Mexique, l'augmentation considérable de la production est due à la diminution des impôts, à l'amélioration des procédés d'extraction et d'affinage, à l'abaissement des frais de transport. Grâce à cet ensemble de facteurs, de 1874 à 1891 la production a passé de 23

à 41 millions de dollars. Celle-ci est donc actuellement sujette au jeu des lois naturelles. Peut-on relever l'impôt ? Peut-on enrayer l'esprit d'invention ? L'aggravation de l'impôt pourrait être compensée par un perfectionnement technique ou scientifique. »

Je n'aurais rien à modifier à ma précédente déclaration. Cependant il faut combattre les préoccupations qui pourraient, à cet égard, rester dans l'esprit de quelques personnes.

Sans doute, la production de l'argent s'est accrue d'une manière sensible et incessante à partir de l'année 1873, de sorte qu'à chaque baisse de prix exprimée en or a correspondu une augmentation de production qui eut pour effet de compenser la perte du producteur.

La production de l'argent a été, d'après M. Leech, directeur de la Monnaie des États-Unis, la suivante, depuis 1873 :

ANNÉES	ONCES, ARGENT PUR	FRANCS	
1873	63.267.100	437.383.000	»
1874	55.532.700	383.913.000	»
1875	62.261.800	430.431.000	»
A reporter.	181.061.600	1.251.727.000	»

ANNÉES	ONCES, ARGENT PUR	FRANCS	
Report.	181.061.600	1.251.727.000	»
1876	67.444.100	468.394.000	»
1877	62.757.800	474.892.000	»
1878	73.483.400	507.910.000	»
1879	74.383.500	514.156.000	»
1880	74.795.200	517.001.000	»
1881	79.020.900	544.288.000	»
1882	86.472.200	597.976.000	»
1883	89.175.000	616.487.000	»
1884	81.567.700	563.898.000	»
1885	91.610.000	633.326.000	»
1886	93 267.000	644.987.000	»
1887	96.123.500	664.526.000	»
1888	108.557.600	752.349.000	»
1889	125.420.000	867.059.000	»
1890	134.379.300	928.998.000	»
1891	143.994.100	995.623.000	»
1892	143.994.100	995.623.000	»
	1.807.537.000	12.589.840.000	»

Ce fait avait frappé l'attention de M. le Dr Soëtbeer, qui voulut s'en rendre compte en étudiant les conditions de la production minière aux États-Unis et au Mexique.

En ce qui concerne la production américaine, le Dr Soëtbeer se rangea à l'opinion du professeur Lexis, et dit :

« Les rapports officiels montrent que la richesse en argent des États et territoires du Pacifique est inépuisable et que l'accroissement annuel de cette richesse dépend uniquement du développement des chemins de fer, des progrès de la science et du concours du capital et du travail. La baisse du prix de l'argent a principalement pour effet de laisser à l'état brut une grande quantité de minerais pauvres que l'on ne fait qu'amasser dans l'espoir de la découverte de procédés de traitements plus économiques, ou de la réhabilitation de l'argent. On découvre tous les jours de nouveaux filons qui sont encore une source de bénéfices, même au prix actuel de l'argent. »

En parlant de la production du Mexique, il s'exprime en ces termes :

« La crise de l'argent, principal article d'exportation du Mexique, atteint fortement ce pays, mais n'a pas amené de ralentissement dans la production de ce métal. La production a été grandement facilitée, et par de

nombreuses améliorations dans les moyens de communication, et par de sérieux perfectionnements dans les procédés techniques d'exploitation. L'abaissement du prix de l'argent a été la cause d'une immense extension dans l'exploitation des mines de ce métal, car tous les possesseurs de mines veulent balancer par une production plus importante la perte qu'ils éprouvent sur le prix de l'argent. »

Les observations qui précèdent sont très fondées, et démontrent l'inefficacité de l'établissement d'un impôt appelé à arrêter la production et à modifier les conditions naturelles auxquelles elle est sujette. On ne pourrait certainement pas décréter un impôt plus important que la dépréciation subie par le métal blanc par rapport à l'or, car si cette dépréciation de 39 % n'a pas été suffisante à l'arrêter, quels résultats pourrait-on espérer atteindre au moyen de l'impôt ? Non seulement la production ne s'est ni paralysée ni diminuée, mais au contraire, elle a augmenté dans de telles proportions, qu'elle a doublé en 1892 le chiffre d'extraction obtenu en 1873. L'effet de la réduction du prix a été, sur la production,

tout à fait le contraire de celui qu'on devait attendre. Elle l'a stimulée puissamment. Peut-être ce résultat, auquel conduit l'investigation, semblera-t-il paradoxal. Il ne laissera pas pour cela d'être certain. Il s'explique par les mêmes lois auxquelles obéit la production des métaux précieux.

La dépréciation actuelle de l'argent, ou une dépréciation plus grande encore produite par l'établissement d'un nouvel impôt, pourrait léser les intérêts d'un certain nombre de producteurs : ceux qui exploitent des minerais pauvres, ceux qui travaillent loin des voies de communication et qui, vu ces conditions, ne pourront affiner avec économie leurs minerais ni les exporter à l'étranger ; mais en échange elle stimulera l'exploitation des gisements riches et animera ceux qui produisent dans de bonnes conditions, les engageant à introduire de nouveaux perfectionnements dans les systèmes d'affinage. Elle diminuera le nombre de producteurs, mais non pas la production totale.

Une grande quantité de Compagnies minières du Mexique confirment cette assertion. Il y en a quelques-unes, et cela paraîtra plus

invraisemblable encore, qui perdent dans l'exploitation des mines et qui cependant y travaillent, non dans l'espoir d'une hausse du prix de l'argent, mais parce qu'elles trouvent une compensation et obtiennent de gros bénéfices dans le traitement des minerais extraits, traitement qui se fait dans les Haciendas d'affinage, au moyen de systèmes divers que la science a mis à la disposition du mineur.

On pourra dire aussi à la science qu'elle ne donne pas ses secrets aux travailleurs ; à l'esprit d'invention qu'il ne poursuive pas ses patientes investigations ; au capital qu'il ne s'engage pas en constructions de chemins de fer, et à l'industrie, enfin, qu'elle ne progresse pas en restant stationnaire ? Eh bien ! l'effet que l'on prétendrait obtenir sur la production, au moyen de l'impôt, pourrait être détruit par une baisse du prix du mercure, par une diminution de la valeur du charbon, par l'ouverture de nouvelles voies de communication, ainsi que par l'emploi de nouvelles méthodes pour le traitement des minerais.

Mais en admettant qu'il n'en fût pas ainsi, l'impôt ne donnerait pas le résultat désiré si,

opérant sur l'offre du métal, l'un des termes de l'équation, l'on n'opérait pas également sur la demande, le second terme, et cela ne s'obtiendrait peut-être pas à cause de la grande dépréciation que le métal aurait à subir, ou de l'augmentation de sa valeur si elle était obtenue.

Si l'impôt fait diminuer la production, la demande restant égale, le prix de l'argent montera, et les mines abandonnées pourront être exploitées de nouveau. L'impôt serait inefficace. S'il fait diminuer la production, et en outre la demande diminue à cause d'un emploi moindre de l'argent, la valeur du métal baissera encore davantage. L'impôt serait donc inutile.

Il faudrait fixer d'avance la quantité qu'on devrait produire et la limiter à la demande, la diminuer encore plus si la demande baissait, l'accroître si la demande montait, et tenir toujours compte de la stabilité et de l'équation du prix. Contrôler en même temps la production et la consommation, régler un artifice trop compliqué, et malgré cela s'exposer à le voir disparaître, ou, ce qui est la même chose, se substituer à la nature et

prétendre remplacer ses lois par des mesures artificielles sans vie possible. Abstraction faite de ces difficultés insurmontables, et étudiant la question sous un autre point de vue, l'on rencontre d'autres inconvénients d'une plus grande importance.

Quel effet produirait l'impôt dans les divers pays producteurs d'argent?

Étant données les diverses conditions des pays producteurs du métal, un accord international serait-il possible, et sur quelles bases pourrait-il avoir lieu?

Cet accord établi, pourrait-il durer un certain nombre d'années, indépendamment des circonstances par lesquelles passera la production?

Ceux qui ont cru possible l'établissement d'un impôt ayant pour but d'arrêter la production de l'argent, ont pensé sans doute qu'il produirait partout les mêmes effets. Rien n'est moins certain cependant. Dans les pays dont la circulation est composée de monnaies d'or et d'argent, mais où, en fait, l'or est le seul qui serve d'étalon parce qu'il soutient artificiellement les monnaies d'argent au pair, les effets de l'impôt seront très différents de

ceux que l'on obtiendrait dans les pays à monnaie d'argent ou monométalliste-argent.

Aux États-Unis, l'impôt sur l'argent pèserait sur les mineurs producteurs du métal, et indépendamment de ce qu'il arriverait ou non à diminuer le montant total de la production, ses effets ne différeraient pas de ceux que pourrait occasionner n'importe quel impôt grevant toute autre branche de la richesse nationale. Au Mexique, où l'argent n'est pas une simple marchandise, mais bien le métal monétaire par excellence, l'impôt, quoique payé par les mineurs, diminuerait la puissance d'acquisition que nos piastres ont à l'étranger pour une somme égale au montant de l'impôt; nous payerions toutes nos importations à des prix plus élevés, et le taux de nos changes étrangers baisserait dans la même proportion. L'impôt affecterait tout notre commerce international, nos relations de tout genre, la valeur de notre dette publique contractée en or et son service annuel qui pèse sur le Trésor. Pour le Mexique, l'impôt serait une nouvelle baisse, une plus grande dépréciation du métal; il grèverait non une marchandise, mais la monnaie.

Il ne pourrait y avoir un impôt plus anti-scientifique ni plus préjudiciable. Grever la monnaie, c'est grever toutes les choses que l'on peut acheter avec elle, soit sur les marchés intérieurs, soit à l'étranger.

Concevrait-on qu'en Angleterre, où la frappe de la monnaie est libre, l'on établît un impôt pour la grever, ou que sur l'exportation de l'or, quand le commerce est obligé de faire des remises à l'étranger, l'on imposât un droit quelconque de 1 ou de 5 0/0 sur la valeur des lingots ou des monnaies exportées?

Eh bien ! les mêmes effets seraient produits par un impôt sur les lingots et les piastres d'argent au Mexique, où l'argent, comme nous l'avons fait remarquer auparavant, n'est pas seulement une marchandise, mais bien le métal monétaire, l'étalon de la valeur.

La confusion, qui à cet égard se produit dans l'esprit des défenseurs de l'impôt, naît de l'idée fausse qu'ils ont de ne considérer l'argent que comme une marchandise, pareille à n'importe laquelle, oubliant que lorsqu'une marchandise est appelée à remplir l'office de monnaie, elle cesse d'être considérée telle et commence à être sujette aux lois et principes

qu'on ne pourrait appliquer à toutes les marchandises en général. Rappeler cette différence suffit pour éclairer les côtés obscurs du problème. En admettant que les effets de l'impôt fussent les mêmes partout, son établissement n'en serait pas moins impraticable.

Si l'on voulait au moins prétendre assurer la réussite, il faudrait que tous les pays producteurs grevassent leur production, ou au moins ceux qui produisent en très grande quantité, comme les États-Unis et le Mexique. Eh bien, étant données les différences radicales de la production de l'un et de l'autre pays, comment créer cet impôt et quelle serait la base de sa perception?

Les mines sont exploitées dans les deux pays d'une façon très diverse, suivant des méthodes distinctes et avec des résultats différents : au Mexique avec une grande économie, aux États-Unis avec de grands frais. Au Mexique, on exploite des minerais de bas aloi dont on ne fait pas cas aux États-Unis. Là les pertes de l'aloi n'excèdent presque jamais 15 0/0 dans les minerais rebelles, tandis que dans les négociations américaines

les pertes atteignent 25 0/0. Aux États-Unis les salaires sont élevés, au Mexique ils sont bon marché. Dans un des deux pays les gisements sont très riches, dans l'autre ils le sont moins. Au Mexique, le terme moyen des bénéfices que retirent les capitaux employés dans les mines s'élève à 15 0/0 par an, tandis qu'aux États-Unis il ne dépasse jamais 8 0/0.

Quel impôt peut-on établir, qui soit capable de contrebalancer les effets de conditions si dissemblables dans la production du métal blanc? Un impôt qui ne troublerait pas la production mexicaine rendrait difficile ou impossible la production des États-Unis, et telle autre qui par son mode d'application porterait préjudice au producteur mexicain n'atteindrait pas le producteur américain, et *vice versa*.

La lutte que chaque pays engage pour sauver les intérêts de ses nationaux et pour placer sa production dans les meilleures conditions, rendrait l'accord impossible. En présence de cet obstacle insurmontable, tous les efforts se briseraient.

En admettant cependant que l'accord se

fît, les conditions naturelles de stabilité lui feraient défaut, puisque celles-ci sont sujettes au hasard de la production minière.

La découverte de nouveaux et riches gisements dans un des pays producteurs, modifierait toutes les circonstances qu'on aurait voulu prendre en considération en établissant l'impôt, et romprait l'équité qu'on aurait cherché à garder.

Pour que l'impôt fût juste, il faudrait qu'il obéît à toutes les fluctuations auxquelles la production pourrait être sujette, et la justice de l'impôt deviendrait incompatible avec sa stabilité.

La pensée d'établir un impôt afin de diminuer la production de l'argent serait donc inefficace et impraticable. Il faut laisser le succès de la production subordonné au jeu des lois naturelles. Ce principe, qui peut s'appliquer à toutes sortes de productions, doit être une règle invariable quand il s'agit des métaux précieux, parce que la production totale dépend plus de la richesse des gisements exploitables que du terme moyen du coût de production dans chaque pays. Ce n'est pas l'offre du métal qui doit préoccuper

les penseurs et les économistes, mais bien la demande qui en est faite, demande réduite au minimum, si l'on prend comme terme de comparaison celle que faisaient autrefois les hôtels de monnaie ouverts à la frappe libre du métal argent.

Si une loi insensée empêchait demain l'usage du charbon de terre dont se sert l'industrie, personne ne conseillerait de grever par des impôts les mines, afin de réduire l'extraction des gisements riches exploitables. Tout le monde, au contraire, songerait à déroger à la loi prohibitive, afin de ne pas priver le monde des bénéfices qu'offre l'agent le plus puissant de la civilisation moderne.

Voilà le critérium qui permettra de juger la question de l'argent. Qu'on en fasse l'application.

CHAPITRE III

LE PROJET DE M. DE ROTHSCHILD

Le projet qui a été discuté de préférence par la Commission d'Examen de la Conférence, et qui a été reçu avec plus d'empressement, a été celui de M. Alfred de Rothschild. Sans doute, on a voulu donner un témoignage de juste considération au membre du Conseil d'administration de la Banque d'Angleterre, au monométalliste convaincu et au chef d'une des principales maisons de banque de Londres.

M. de Rothschild commença par faire une profession de foi monométalliste, pour expliquer sa manière de considérer la question monétaire et la crise qui en a été la conséquence ; mais il ne put s'empêcher de